

Unité départementale des Vosges

Epinal, le 18/03/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 19/02/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

NESTLE WATERS SUPPLY EST Contrexéville

Usine de Contrexéville
BP 36
88140 Contrexéville

Références : S-26-250RP

Code AIOT : 0006202170

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/02/2026 dans l'établissement NESTLE WATERS SUPPLY EST Contrexéville implanté 306 rue de Lorraine 88140 Contrexéville. L'inspection a été annoncée le 30/01/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/02/2026 dans l'établissement Nestlé Waters, usine de Contrexéville, implanté 306, rue de Lorraine BP 36 88 140 CONTREXEVILLE.

Le contrôle a porté principalement sur la thématique de l'eau.

Le contexte réglementaire utilisé pour le contrôle est constitué des textes suivants :

- arrêté ministériel du 28/04/2014 relatif à la Transmission des données de surveillance des émissions (GIDAF) ;
- arrêté préfectoral n° 52/2010 du 06/01/2010 autorisant la société NESTLE WATERS SUPPLY EST à exploiter une installation frigorifique d'ammoniac et à régulariser l'ensemble des activités exercées dans son établissement situé sur la commune de Contrexéville.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- NESTLE WATERS SUPPLY EST Contrexéville
- 306 rue de Lorraine 88140 Contrexéville
- Code AIOT : 0006202170
- Régime : Autorisation

- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site de Contrexéville est spécialisé dans l'embouteillage d'eaux minérales (industrie des eaux de tables).

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

« Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Valeurs limites d'émission des eaux résiduaires	Arrêté Préfectoral du 06/01/2010, article 4.3.9	Demande d'action corrective	4 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Transmission des données de surveillance des émissions (GIDAF)	Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1	Sans objet
3	Plan des réseaux	Arrêté Préfectoral du 06/01/2010, article 4.2.2	Sans objet
4	Points de prélèvement	Arrêté Préfectoral du 06/01/2010, article 4.3.6.2	Sans objet
5	Rejet dans une station collective	Arrêté Préfectoral du 06/01/2010, article 4.3.6.1.2.	Sans objet
6	Stockage ammoniac - accessibilité	Arrêté Préfectoral du 06/01/2010, article 8.2.1.2	Sans objet
7	Stockage ammoniac - Ventilation et désenfumage	Arrêté Préfectoral du 06/01/2010, article 8.2.1.3	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite n'a pas révélé de non conformité majeure. Néanmoins, les valeurs limite d'émission de l'azote global ont été dépassées à plusieurs reprises lors des 12 derniers mois

L'exploitant doit transmettre à l'inspection un dossier de porter à Connaissance motivant sa demande de réhausser les seuils des valeurs limite d'émission de l'azote global.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Transmission des données de surveillance des émissions (GIDAF)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, eau
Prescription contrôlée : Sauf impossibilité technique, les résultats de la surveillance des émissions réalisée conformément aux prescriptions édictées par les arrêtés pris en application des articles L. 512-3, L. 512-5, L. 512-7 et L. 512-10 du code de l'environnement sont transmis par voie électronique sur le site de télédéclaration du ministère en charge des installations classées prévu à cet effet. La télédéclaration est effectuée dans les délais prescrits dans lesdits arrêtés dès lors que lesdites prescriptions imposent une transmission de ces résultats à l'inspection des installations classées ou au préfet.
Constats : La transmission des résultats de la surveillance des émissions est réalisée conformément aux prescriptions édictées par les arrêtés pris en application des articles L. 512-3, L. 512-5, L. 512-7 et L. 512-10 du code de l'environnement. La télédéclaration est effectuée dans les délais prescrits.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Valeurs limites d'émission des eaux résiduaires

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/01/2010, article 4.3.9					
Thème(s) : Risques chroniques, eau					
Prescription contrôlée :[....] / Avant épuration par la station du SIVU, le rejet présentera les caractéristiques maximales suivantes : [...] /					
Paramètres	Concentration en mg/l	Flux en kg/j	Autosurveillance (périodicité de la mesure)	Flux total pour les sites de Vittel et Contrexéville (kg/j)	
Azote global (exprimé en N)	150	26 (maxi journalier)	Deux fois par mois	23 (maxi journalier)	
Constats : Il est à noter que concernant l'azote global, le flux total est comptabilisé pour les deux sites de Vittel et Contrexéville dans l'arrêté préfectoral. Cette particularité rend délicat le contrôle sur un des sites. Ici : Contrexéville Les relevés de surveillance extraits de GIDAF indiquent des dépassements du flux massique sur le site de Contrexéville en février, juin, juillet, août, septembre, octobre, décembre 2025 et janvier 2026. La mesure corrective envisagée par l'exploitant est de relever le seuil de la valeur limite d'émission. Cette possibilité est cohérente avec la convention qui lie l'exploitant au syndicat qui gère la station d'épuration dans laquelle aboutissent les rejets.					
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit transmettre à l'inspection un dossier de porter à connaissance concernant le demande de relèvement du seuil de la VLE pour l'azote.					
Type de suites proposées : Avec suites					
Proposition de suites : Demande d'action corrective					
Proposition de délais : 4 mois					

N° 3 : Plan des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/01/2010, article 4.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, eau
Prescription contrôlée : Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours. Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte doit notamment faire apparaître : [...] <ul style="list-style-type: none">• les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire, ...);• les secteurs collectés et les réseaux associés. [...]
Constats : Une étude pour mettre à jour le plan de l'intégralité du site de Contrexeville a été commandée et fournie en 2025 donnant validation des réseaux et indication de leur état. Cette étude donne lieu à une campagne de remise en état des réseaux à hauteur de 150 000 €. Le plan est mis à jour régulièrement et tenu à la disposition de l'inspection et des services d'incendie et de secours. Le plan fait bien apparaître les dispositifs de protection de l'alimentation ainsi que les secteurs collectés et les réseaux associés.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Points de prélèvement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/01/2010, article 4.3.6.2
Thème(s) : Risques chroniques, eau
Prescription contrôlée : Sur chaque ouvrage de rejet d'effluents liquides est prévu un point de prélèvement d'échantillons. Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes les dispositions doivent également être prises pour faciliter les interventions d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées. [...]
Constats : Sur site, les points de prélèvement sont bien aux endroits indiqués sur plan. Ils sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre facilement le prélèvement d'échantillons ou toute intervention en toute sécurité.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Rejet dans une station collective

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/01/2010, article 4.3.6.1.2.
Thème(s) : Risques chroniques, eau
Prescription contrôlée : Les dispositions du présent arrêté s'appliquent sans préjudice de l'autorisation délivrée par la collectivité à laquelle appartient le réseau public et l'ouvrage de traitement collectif, en application de l'article L. 1331-10 du code de la Santé Publique. Cette autorisation est transmise par l'exploitant au Préfet.
Constats : Le président du Syndicat intercommunal de l'assainissement et de l'Eau potable du Vair et du petit Vair (SIAE2PV), par arrêté n° Arr-002-2025 du 13 mai 2025, autorise le déversement des eaux usées domestiques, autres que domestiques et pluviales, de l'établissement Nestlé Waters Supply Est - CONTREXEVILLE dans le système de collecte et de traitement du SIAE2PV. Celui-ci est assorti d'une convention fixant les modalités d'admission des effluents industriels des établissements Nestlé Waters dans le réseau intercommunal et à la station d'épuration du SIAE2PV. Ces documents sont tenus à la disposition de l'Inspection des Installations Classées.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Stockage ammoniac - accessibilité

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/01/2010, article 8.2.1.2
Thème(s) : Risques accidentels, stockage ammoniac
Prescription contrôlée : L'installation doit être accessible pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours. Elle est desservie, sur au moins une face, par une voie engin ou par une voie échelle si le plancher haut de cette installation est à une hauteur supérieure à 8 mètres par rapport à cette voie. En cas de local fermé, une des façades est équipée d'ouvrants permettant le passage des sauveteurs équipés.
Constats : Le bâtiment contenant le stockage d'ammoniac est un bâtiment isolé, distant de toute autre construction d'au moins 6 mètres. Les services incendie et secours pourraient intervenir sur chacune des façades du bâtiment. Le local est fermé mais une large porte peut permettre le passage de sauveteurs équipés.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Stockage ammoniac - Ventilation et désenfumage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/01/2010, article 8.2.1.3
Thème(s) : Risques accidentels, désenfumage stockage ammoniac
Prescription contrôlée : Sans préjudice des dispositions du Code du Travail, les locaux doivent être convenablement ventilés pour éviter tout risque d'atmosphère explosible. L'installation disposera de deux extracteurs pouvant servir à l'extraction de l'ammoniac, mais aussi au désenfumage de la salle des machines.
Constats : L'installation dispose de deux extracteurs pouvant servir à l'extraction de l'ammoniac, mais aussi au désenfumage de la salle des machines. Le contrôle de fonctionnement de ces extracteurs est réalisé en interne par le personnel maintenance Nestlé tous les 12 mois. L'exploitant fournit un document attestant du dernier contrôle réalisé le 24/10/2025 et portant indication manuscrite : " fait, ok, clôturé ".
Type de suites proposées : Sans suite